

Overwegende de engagementen aangegaan door de minister van energie in een brief van 13 oktober 2017 ten opzichte van de Europese Commissie in het kader van de aanmelding voor staatssteun van het mechanisme van de strategisch reserve die door de Belgische overheid werd verricht op 13 juli 2017 overeenkomstig artikel 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en in het licht van de richtsnoeren staatssteun ten behoeve van milieubescherming en energie 2014-2020 en die resulteerde in de beslissing van de Europese Commissie met kenmerk 'SA.48648' van 7 februari 2018;

Overwegende de instructie van de minister van energie van 28 juni 2018 aan de netbeheerder om de berekening van de nood aan strategische reserves voor de winterperiode 2018-2019 te actualiseren, rekening houdend met de terugkeer van de centrale van Seraing naar de elektriciteitsmarkt en alle andere belangrijke ontwikkelingen op de elektriciteitsmarkt;

Overwegende dat een belangrijke ontwikkeling op de elektriciteitsmarkt heeft plaatsgevonden, met name de verbetering aangebracht aan bepaalde parameters gebruikt in het kader van het dagelijkse Flow Based markt koppelingsmechanisme;

Overwegende dat op basis van de terugkeer van de centrale van Seraing en de andere genoemde ontwikkelingen, de transmissienetbeheerder, op 17 augustus 2018, een aangepaste analyse heeft overgemaakt aan de minister met als aanbeveling om geen volume aan strategische reserve aan te leggen voor de winter 2018-2019,

Besluit :

Artikel 1. De definities vervat in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, zijn van toepassing op dit besluit.

Voor de toepassing van dit besluit wordt met "wet" bedoeld de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

Art. 2. Het vereiste volume van de strategische reserve voor de periode van 1 november 2018 tot en met 31 maart 2019 wordt herleid tot 0 MW.

De netbeheerder wordt ontheven van zijn taak bepaald in artikel 2 van het ministerieel besluit van 15 januari 2018 houdende instructie aan de netbeheerder om een strategische reserve aan te leggen vanaf 1 november 2018.

Art. 3. Dit besluit wordt betekend aan de netbeheerder en aan de commissie en wordt gepubliceerd op de website van de Algemene Directie Energie.

Art. 4. Het ministerieel besluit van 15 januari 2018 houdende instructie aan de netbeheerder om een strategische reserve aan te leggen vanaf 1 november 2018, wordt ingetrokken.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2018.

Brussel, 29 augustus 2018.

De Minister van Energie,
M. C. MARGHEM

Considérant les engagements pris par la Ministre de l'énergie dans un courrier du 13 octobre 2017 auprès de la Commission européenne dans le cadre de la notification pour aide d'état du mécanisme de réserve stratégique qui a été effectuée par l'administration belge le 13 juillet 2017 conformément l'article 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et à la lumière des lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020 et qui a résulté en la décision de la commission européenne avec la référence 'SA.48648' du 7 février 2018;

Considérant l'instruction de la Ministre de l'énergie du 28 juin 2018 au gestionnaire de réseau pour une mise à jour du calcul des besoins en réserves stratégiques pour l'hiver 2018-2019, en tenant compte du retour de la centrale de Seraing sur le marché de l'électricité et de toutes autres évolutions pertinentes dans le marché de l'électricité;

Considérant qu'une évolution pertinente a eu lieu sur le marché de l'électricité, en particulier l'amélioration apportée à certains paramètres utilisés dans le cadre du mécanisme de couplage de marché journalier basé sur les flux;

Considérant que, sur la base du retour de la centrale de Seraing et des autres évolutions précitées, le gestionnaire de réseau de transport a soumis, le 17 août 2018, au Ministre, une analyse adaptée, comprenant la recommandation de ne pas constituer un volume de réserve stratégique pour l'hiver 2018-2019,

Arrête :

Article 1^{er}. Les définitions contenues à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, sont applicables au présent arrêté.

Pour l'application du présent arrêté, on entend par « loi », la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

Art. 2. Le niveau requis de la réserve stratégique pour la période du 1^{er} novembre 2018 au 31 mars 2019 est réduit à 0 MW.

Le gestionnaire du réseau est déchargé de sa tâche définie à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2018 donnant instruction au gestionnaire du réseau de constituer une réserve stratégique à partir du 1^{er} novembre 2018.

Art. 3. Le présent arrêté est notifié au gestionnaire du réseau et à la commission et est publié sur le site Internet de la Direction générale de l'Energie.

Art. 4. L'arrêté ministériel du 15 janvier 2018 donnant instruction au gestionnaire de réseau de constituer une réserve stratégique à partir du 1^{er} novembre 2018, est retiré.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2018.

Bruxelles, le 29 août 2018.

La Ministre de l'Energie,
M. C. MARGHEM

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/40626]

18 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 octobre 2003 organisant l'alimentation et le contrôle du Fonds intersyndical des secteurs de la Communauté française pour ce qui concerne le secteur de l'enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E, l'article 3, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 octobre 2003 organisant l'alimentation et le contrôle du Fonds intersyndical des secteurs de la Communauté française pour ce qui concerne le secteur de l'Enfance, l'article 2 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 28 février 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 janvier 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2018 ;

Vu le « test genre » du 19 décembre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis n^o 63.708/4 du Conseil d'État, donné le 4 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'accord cadre tripartite du 19 septembre 2011 pour le secteur non-marchand en Communauté française 2010 – 2011 ;

Sur proposition du Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 octobre 2003 organisant l'alimentation et le contrôle du Fonds intersyndical des secteurs de la Communauté française pour ce qui concerne le secteur de l'enfance est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Dans les limites budgétaires prévues à cet effet au contrat de gestion de l'Office, le montant versé chaque année par l'Office au Fonds doit permettre à celui-ci d'octroyer une prime syndicale à tous les employés travaillant

1. dans les milieux d'accueil et les services d'accueillant(e)s d'enfants conventionné(e)s autorisés, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil,

2. les équipes SOS Enfants agréés en vertu de l'arrêté du 14 juin 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des équipes SOS Enfants en application du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victime de maltraitance,

3. les services de promotion de la santé à l'école et les points santé réglementés par les décrets du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités.

Pour être pris en compte, les employés visés à l'alinéa 1^{er} doivent avoir la qualité d'affiliés cotisants auprès d'une des organisations syndicales représentées en Commission paritaire pour le secteur francophone, germanophone et bicommunautaire de l'aide sociale et des soins de santé et considérée dès lors comme « organisations syndicales représentatives ».

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est calculé chaque année en tenant compte du nombre réel d'affiliés, des arriérés constatés et du montant de la prime syndicale pratiquée dans la fonction publique de la Communauté française. ».

Art. 2. Le Ministre qui a l'Enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2018.

Bruxelles, le 18 juillet 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/40626]

18 JULI 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2003 ter stijving van en houdende toezicht op het Intersyndicaal Fonds voor de sectoren van de Franse Gemeenschap betreffende de sector van het kinderwelzijn

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », artikel 3, tweede lid ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2003 ter stijving van en houdende toezicht op het Intersyndicaal Fonds voor de sectoren van de Franse Gemeenschap betreffende de sector van het kinderwelzijn, artikel 2 ;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 28 februari 2018 ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 januari 2018 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 22 januari 2018 ;

Gelet op de « gendertest » van 19 december 2017 uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies nr. 63.708/4 van de Raad van State, gegeven op 4 juli 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het driedelig kaderakkoord van 19 september 2011 voor de non-profit sector in de Franse Gemeenschap 2010 – 2011 ;

Op de voordracht van de Minister van Kind ;
Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2003 ter stijving van en houdende toezicht op het Intersyndicaal Fonds voor de sectoren van de Franse Gemeenschap betreffende de sector van het kinderopvang, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. Binnen de budgettaire perken die daartoe voorzien worden in de beheersovereenkomst van de « Office » moet het bedrag dat elk jaar gestort wordt door de « Office » aan het Fonds het mogelijk maken voor hem om een vakbondspremie toe te kennen aan alle werknemers die

1. in de opvangvoorzieningen en de diensten voor kinderopvang(-sters) onder overeenkomst werken die toegelaten, erkend en gesubsidieerd worden overeenkomstig het besluit van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen ;

2. in teams SOS Kinderen werken die erkend worden overeenkomstig het besluit van 14 juni 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de teams SOS Kinderen met toepassing van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen;

3. in de diensten voor gezondheids promotie op school en in de medische informatiecentra werken die geregeld worden door de decreten van 20 december 2001 betreffende de gezondheids promotie op school en van 16 mei 2002 betreffende de gezondheids promotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit .

Om in aanmerking te komen moeten de werknemers bedoeld in het eerste lid de hoedanigheid hebben van bijdragende aangeslotenen bij één van de vakbondsorganisaties die vertegenwoordigd worden in de Paritaire Commissie voor de Franstalige, Duitstalige en bicommunautaire sector voor sociale hulpverlening en gezondheidszorg en aldus beschouwd als “representatieve vakbondsorganisaties”.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid wordt elk jaar berekend rekening houdend met het werkelijk aantal aangeslotenen, de vastgestelde achterstallige bedragen en het bedrag van de vakbondspremie in de ambtenarenzaken van de Franse Gemeenschap. ».

Art. 2. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2018.

Brussel, 18 juli 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/13539]

20 AOUT 2018. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section intitulée « Bachelier en automobile » (code 251000S31D3) classée dans le domaine des sciences de l'ingénieur et technologie de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par l'article 124 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement telle que modifiée;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les articles 43, 44, 45, al 1^{er}, 47, 48, 75 et 137;

Vu le décret de la communauté française du 14 novembre 2008 modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, en vue de favoriser l'intégration de son enseignement supérieur à l'espace européen de l'enseignement supérieur, l'article 10;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les articles 1, 37, alinéa 2, 2^o, 39, 85, § 1^{er}, 121 et 157, 171 et 172;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à la procédure de correspondance des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis favorable du Conseil d'administration de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur du 5 juin 2018;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 28 juin 2018,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de la section intitulée « Bachelier en automobile » (code 251000S31D3) ainsi que les dossiers de référence des unités d'enseignement constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée dans le domaine des sciences de l'ingénieur et technologie de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

Vingt-quatre unités d'enseignement constitutives de la section sont classées dans le domaine des sciences de l'ingénieur et technologie de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court, trois unités d'enseignement sont classées dans le domaine des langues, lettres et traductologie de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et une unité d'enseignement est classée dans le domaine des sciences juridiques de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.